

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 mai 2023

**RENFORCER LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'INTENSIFICATION ET
L'EXTENSION DU RISQUE INCENDIE - (N° 1225)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 64

présenté par

Mme Jourdan, M. Delautrette, M. Philippe Brun, M. Saulignac, M. Leseul, M. Bertrand Petit, M. Aviragnet, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 2

Après l'alinéa 3, insérer l'alinéa suivant :

« *a bis*) Après la même phrase, il est inséré une phrase ainsi rédigée : « L'arrêté peut également contenir une liste complémentaire de départements exposés à un risque croissant d'incendies. » ;

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés donne la possibilité aux ministres compétents d'intégrer, au sein d'une liste complémentaire, des départements faisant l'objet d'un premier niveau de vigilance quant au risque incendie.

En France, selon les projections de l'INRAE, l'activité des feux va dans un premier temps s'intensifier là où elle est déjà forte, c'est-à-dire dans le sud-est de la France au cœur de l'été. Elle s'étendra également aux zones montagneuses de cette région mais aussi à toute la moitié sud du pays. La moitié nord ne sera pas non plus épargnée et devrait connaître « une activité significative d'incendies », notamment les Pays de la Loire et le Centre.

Dés lors, il apparaît nécessaire d'offrir aux ministres une l'attitude pour intégrer dans une liste complémentaire des départements pour lesquels le risque d'incendie s'accroît et nécessiterait un premier niveau de vigilance.

